

COLLECTIF DES AGENTS ANPE DE SEINE SAINT DENISEN LUTTE POUR UN SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI DE QUALITE!

collectif93.agents.anpe@no-log.org

Face à une direction aveuglée par la «veille qualité» et la certification, nous affirmons ne pas pouvoir avoir les mêmes priorités et c'est pourquoi nous demandons:

- 65 postes supplémentaires de titulaires immédiatement:

pour les 13 agences présentes à l'AG du 30 avril pour être à effectif complet (en comptant les postes vacants et les compensations). En effet, peut on parler de «qualité» quand les temps d'attente sont de 2 à 5 heures ?

- Des moyens supplémentaires : locaux, bureaux individuels et P.O (ordinateurs) pour travailler et recevoir les usagers dans des conditions décentes. Est ce de la «qualité» quand les demandeurs d'emploi attendent debout faute de chaises? Quand un conseiller n'a pas d'ordinateurs pour travailler? Quand des équipes professionnelles s'entassent dans des locaux exigus? Quand des demandeurs d'emplois sont reçus dans la salle de réunion faute de bureaux? quand un espace de coordination (lieu de «réflexion» des animateurs d'équipe) n'est qu'un minuscule couloir dépourvu de fenêtre?

Ainsi à Pantin il faut au moins 140m2, à Romainville 50m2... Et on pourrait multiplier les exemples!

Plus généralement, nous demandons:

UN PLAN GLOBAL POUR TOUT LE DEPARTEMENT!

Nous voulons aussi alerter la direction sur la situation d'urgence de l'agence de Noisy le sec qui ne comptera que 6 agents début juin!

AU DELA DE CES REVENDICATIONS , D'AUTRES QUESTIONS SONT POSEES:

- L'augmentation de nos salaires
- Nous dénonçons la mise en place d'un nouveau statut qui accroît les logiques individualistes et productivistes (pressions sur les agents pour atteindre des objectifs irréalisables). Ces pressions s'inscrivent dans le cadre de la logique de mise en concurrence , dont l'AFPA est en train de faire les frais avec un plan de licenciement concernant plusieurs centaines de salariés ;
- Le désengagement de l'Etat de la formation professionnelle et le manque de moyens général pour le service public.

Jeudi 13 mai, nous sommes allés porter ces revendications au DRA, Mr Montois, lors de la journée «portes ouvertes» à l'agence de Bobigny.

Lors de l'entretien avec Mr Montois, il a nous été opposé une fin de non-recevoir quant à nos revendications pour le département .En effet les «tensions existent mais ce n'est que saisonnier et localisé» dixit le DRA .

Concernant Noisy le sec , le DRA va «essayer» de mobiliser des moyens et les agents auront sous huitaine la visite de la direction pour annoncer les décisions.

Face à un tel mépris pour nos conditions de travail et pour la réception des usagers, les agents réunis en AG le 14 mai à la Bourse du travail de Bobigny décident et appellent tous les agents de Seine-Saint-Denis:

- A multiplier les actions de refus des procédures illégales de la direction .
Par exemple: refusons d'enregistrer les ateliers réalisés par les prestataires, dénonçons les entretiens PAP sous-traités, boycottons les réunions sur la certification et la «qualité»...On peut trouver d'autres exemples, le but est d'enrayer au maximum la logique infernale qu'on veut nous imposer.

GREVE A PARTIR DU 8 JUIN 2004 SUR TOUT LE DEPARTEMENT

Assemblée Générale à 15H le jour même, pour décider de la suite du mouvement, à la Bourse du Travail de Bobigny 1, place de la Libération (Tramway: Libération).

Bobigny, le 14 mai 2004

Avec le soutien des organisations syndicales: **CNT, SNU, SUD**